



Envoyé en préfecture le 05/10/2023

Reçu en préfecture le 05/10/2023

Publié le

ID : 038-213805153-20231004-20231033-DE

**Extrait du registre des délibérations
Conseil Municipal de la commune de TREPT**

**Délibération
N° 2023-10-33**

Prescription de la mise en œuvre de la déclaration de projet
n°1 emportant mise en compatibilité du PLU de Trept

Nombre de conseillers
en exercice : 19

Présents : 15

Pouvoirs : 4

Votants pour : 18

Votants contre :

Abstentions : 1

L'an deux mil vingt-trois, le 4 octobre à dix-neuf heures le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni en session ordinaire au nombre prescrit par la loi sous la présidence de Eric MOREL, Maire,

Date de la convocation : 29 septembre 2023

Présents : Eric Morel, Serge Roybin, Martine Bert, Martine Grandjean, Marc David, Karine Guillot, Sylvia Saubin, Josiane Vendeville, Bruno Mugnier, Christelle Berger, Gilles Wegscheider, Xavier Fournet, Gérald Wieland, Chantal Bertrand, Delphine Auclair.

Pouvoirs :

Patrick Dambonville donne pouvoir à Eric Morel
Jean-François Varao donne pouvoir à Marc David
Céline Marrou donne pouvoir à Martine Grandjean
Christophe Pirodon donne pouvoir à Xavier Fournet

Madame Christelle Berger a été nommée secrétaire de séance

Rapporteur : Karine Guillot

La ZA de Courné abrite l'entreprise MTB dont l'évolution du site s'avère indispensable à sa pérennité. Cette entreprise représente l'antenne d'un des leaders mondiaux du recyclage de matériaux complexes. Sur la commune, plusieurs dizaines de personnes y travaillent.

Au regard des enjeux de transition environnementale auxquels le monde industriel doit faire face, cette entreprise se développe fortement.

L'entreprise a donc besoin d'étendre ses locaux sur une zone actuellement classée N dans le règlement graphique du PLU. En contrepartie, un secteur mitoyen classé actuellement en zone Ui pourrait être reclassé en zone N, de façon à compenser cette extension du foncier constructible.

La localisation du site d'assiette de ce projet, vital pour notre territoire communal et intercommunal, est incompatible avec le règlement de notre PLU.

Au titre de l'article L.153-31 du code de l'urbanisme, modifier le règlement (écrit ou graphique) de la zone N, pour l'adapter au projet souhaité, impliquerait à minima de « réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière », ce qui impliquerait le recours à une révision du PLU et non à une modification (de droit commun ou simplifiée).

La révision générale en cours du PLU, venant de débiter, devrait être approuvée et applicable pour notre territoire fin 2025. Or, ce calendrier n'est pas adapté aux besoins actuels de cette entreprise pour lesquels une réponse plus rapide doit être apportée.

Par ailleurs, les dispositions du PLU l'objet "d'une mise en compatibilité publique ou d'intérêt général" (art. L.153-4 du code de l'urbanisme), dès lors que l'opération envisagée fait l'objet d'une déclaration de projet ayant pour objectif de faire reconnaître l'intérêt général du projet.

Compte tenu de l'intérêt général que représente le projet de développement de l'entreprise MTB (restant à être justifié dans le montage du dossier), la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme apparaît donc adaptée pour reclasser une partie de la zone naturelle, correspondant aux stricts besoins du projet, dans un zonage accompagné d'un règlement écrit permettant la réalisation de ce projet.

**Le conseil municipal,
après avoir délibéré,**

DECIDE de prescrire la mise en œuvre de la déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLU

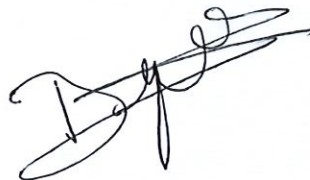
AUTORISE le maire à prendre un arrêté visant à engager la procédure de déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLU.

Abstention : Gérald Wieland

Ainsi fait et délibéré,

La secrétaire de séance

Christelle BERGER



Le Maire,

Eric MOREL

